

# Informations parlementaires

## ASSEMBLÉE NATIONALE Session ordinaire de 2013-2014

### DOCUMENTS ET PUBLICATIONS

NOR : INPX1302813X

#### 1. Documents parlementaires

*Dépôts du mercredi 23 octobre 2013*

##### Dépôt de propositions de loi

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 23 octobre 2013, de M. Laurent Furst et plusieurs de ses collègues une proposition de loi relative à la création de « Dettes publiques de France », site d'information national.

Cette proposition de loi, n° 1477, est renvoyée à la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 23 octobre 2013, de Mme Jacqueline Fraysse, M. André Chassaigne et plusieurs de leurs collègues une proposition de loi portant mesures de financement, de solidarité et de justice sociale en faveur du droit à la retraite.

Cette proposition de loi, n° 1478, est renvoyée à la commission des affaires sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 23 octobre 2013, de M. Olivier Marleix et plusieurs de ses collègues une proposition de loi visant à rendre les sanctions pour les infractions aux règles d'urbanisme plus dissuasives.

Cette proposition de loi, n° 1479, est renvoyée à la commission des affaires économiques, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 23 octobre 2013, de M. Damien Meslot une proposition de loi visant à abolir la corrida.

Cette proposition de loi, n° 1480, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 23 octobre 2013, de M. Eric Straumann une proposition de loi relative à l'extension des chèques emploi-service universels au bénéfice des particuliers par le biais du syndicat des copropriétaires.

Cette proposition de loi, n° 1481, est renvoyée à la commission des affaires sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 23 octobre 2013, de M. Dominique Le Mèner et plusieurs de ses collègues une proposition de loi visant à encourager l'emploi de sapeurs-pompiers volontaires au sein des effectifs des communes et des établissements publics de coopération intercommunale.

Cette proposition de loi, n° 1482, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 23 octobre 2013, de M. Frédéric Lefebvre une proposition de loi visant à exonérer de la contribution audiovisuelle publique supportée au titre de la résidence secondaire située en France les Français établis hors de France.

Cette proposition de loi, n° 1483, est renvoyée à la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 23 octobre 2013, de M. Philippe Vigier et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte dites SEM CONTRAT.

Cette proposition de loi, n° 1484, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 23 octobre 2013, de M. Jean-Jacques Candelier et plusieurs de ses collègues une proposition de loi visant à renommer les ateliers et chantiers d'insertion.

Cette proposition de loi, n° 1485, est renvoyée à la commission des affaires sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 23 octobre 2013, de Mme Nathalie Kosciusko-Morizet et plusieurs de ses collègues une proposition de loi autorisant l'ouverture des commerces la nuit dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente.

Cette proposition de loi, n° 1486, est renvoyée à la commission des affaires sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 23 octobre 2013, de M. Jean-Marie Sermier et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte dites SEM CONTRAT.

Cette proposition de loi, n° 1487, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 23 octobre 2013, de Mme Arlette Grosskost une proposition de loi tendant à pérenniser le financement des actions associatives d'aide aux victimes.

Cette proposition de loi, n° 1488, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 23 octobre 2013, de M. Frédéric Lefebvre une proposition de loi relative au justificatif d'existence exigé des Français établis hors de France pour le renouvellement de droits au titre des pensions de retraite.

Cette proposition de loi, n° 1489, est renvoyée à la commission des affaires sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 23 octobre 2013, de M. Antoine Herth et plusieurs de ses collègues une proposition de loi visant à rendre obligatoire, pour les partenaires d'un contrat de transport fluvial de marchandises, l'établissement d'une trace écrite des négociations entreprises avant la conclusion du contrat de transport.

Cette proposition de loi, n° 1490, est renvoyée à la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 23 octobre 2013, de M. Xavier Bertrand et plusieurs de ses collègues une proposition de loi permettant le libre choix des maires concernant les rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré.

Cette proposition de loi, n° 1491, est renvoyée à la commission des affaires culturelles et de l'éducation, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 23 octobre 2013, de M. Marc Le Fur et plusieurs de ses collègues une proposition de loi visant à supprimer l'écotaxe poids lourds.

Cette proposition de loi, n° 1492, est renvoyée à la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire, en application de l'article 83 du règlement.

#### Dépôt de rapports

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 23 octobre 2013, de Mme Chantal Guittet un rapport, n° 1474, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la Fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de l'adoption (n° 1377).

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 23 octobre 2013, de M. Michel Destot un rapport, n° 1475, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, après engagement de la procédure accélérée, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne pour la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin (n° 459).

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 23 octobre 2013, de Mme Clotilde Valter un rapport, n° 1476, fait au nom de la commission des affaires économiques sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative aux missions de l'Établissement national des produits agricoles et de la pêche maritime (n° 1416).

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 23 octobre 2013, de M. Yann Galut un rapport, n° 1493, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en vue de la lecture définitive sur le projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière (n° 1293).

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 23 octobre 2013, de M. Yann Galut un rapport, n° 1494, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en vue de la lecture définitive sur le projet de loi organique, après engagement de la procédure accélérée, relatif au procureur de la République financier (n° 1294).

#### Dépôt d'un avis

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 23 octobre 2013, de Mme Catherine Quéré un avis, n° 1496, fait au nom de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur le projet de loi, après engagement de la procédure accélérée, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne pour la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin (n° 459).

*Distribution de documents*

## Proposition de résolution

N° 1471. – Proposition de résolution de Mme Marie-George Buffet et plusieurs de ses collègues relative aux moyens à mettre en œuvre en matière de lutte contre l'homophobie dans le sport. – *Document mis en distribution le 24 octobre 2013.*

## Rapport

N° 1458. – Rapport de Mme Corinne Erhel, au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution européenne de Mme Axelle Lemaire et de M. Hervé Gaymard sur la stratégie numérique de l'Union européenne (n° 1410). – *Document mis en distribution le 24 octobre 2013.*

**2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution***Transmissions*

Par lettres du mercredi 23 octobre 2013, M. le Premier ministre a transmis, en application de l'article 88-4 de la Constitution, à M. le président de l'Assemblée nationale les textes suivants :

14564/13. – Décision du Conseil modifiant et prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour la Corne de l'Afrique.

15100/13. – Projet de décision du Conseil modifiant et prorogeant le mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour la Corne de l'Afrique. Fiche d'impact budgétaire.

*Distribution*

14891/13. – Mesures restrictives à l'encontre de l'Iran. Lettres aux entités dont l'inscription sur les listes au titre de la décision 2010/413/PESC du Conseil et du règlement (UE) n° 267/2012 du Conseil ont été annulées par l'arrêt du Tribunal de l'UE dans l'affaire T 489/10 (Islamic Republic of Iran Shipping Lines/Conseil). – *Document mis en distribution le 23 octobre 2013.*